le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 25 avril 2020 N° 465 PRIX : 0,60 Euro

Un système qu'il faut renverser car il conduit l'humanité vers la catastrophe

Sommaire au verso

Sommaire

Page 2-3 : **Éditorial**
- Un système qu'il faut renverser …

Page 3-4 : **Sénégal**
- Lutte contre le corona virus et business font bon ménage
- Hissène Habré peut dire merci au corona virus … et à Macky Sall

Page 5 **: Mali**
- Quand le pouvoir fait semblant de s'émouvoir sur le sort des plus pauvres
- Les prétendus sacrifices du président et de ses ministres

Page 6 -10 **: Côte d'Ivoire**
- Lutte contre le covid-19 : Ceux qui en profitent et ceux qui trinquent
- Échos d'entreprises
- Échos de quartiers
- Pénurie d'eau inacceptable
- Insécurité grandissante…
- Transports en commun : ce n'est pas rassurant *!*

Page 10 -11 : **Madagascar**
- Les classes pauvres confrontées à l'épidémie
- Des enfants doublement victimes de la misère

Page 11-12 : **Immigration**
- Risque aggravé de contamination dans les foyers des travailleurs immigrés

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER CAR IL CONDUIT L'HUMANITÉ VERS LA CATASTROPHE

En Afrique comme ailleurs, les conséquences de la crise économique consécutive à la pandémie du corona virus sont catastrophiques pour la majorité des populations pauvres. Le chômage s'est aggravé brutalement, jetant des millions de travailleurs dans la misère, y compris dans les pays riches.

Dans les pays pauvres, les conséquences seront encore plus dramatiques car la misère déjà existante avant la crise sanitaire s'est aggravée encore plus et s'aggravera davantage dans les jours, les semaines et les mois qui viennent. Au nombre de victimes de l'épidémie actuelle s'ajouteront des victimes encore plus nombreuses causées par l'aggravation de la misère, de la malnutrition et des maladies dites ordinaires dont les remèdes sont pourtant connus depuis longtemps mais qui sont tout simplement inaccessibles à la grande majorité des gens parce qu'ils qui ne peuvent pas se les payer.

Le corona virus n'est pas la cause de la misère qui frappe les travailleurs et les couches pauvres de par le monde mais le miroir grossissant qui révèle au grand jour les méfaits du système capitaliste sur l'ensemble de l'humanité. C'est un système en faillite qui ne se soucie que des intérêts immédiats d'une toute petite minorité de parasites et d'exploiteurs au détriment de la grande majorité. Il ne permet pas à l'humanité de bénéficier des progrès de la science et de la technologie. Il tue plus que le virus !

Même si la science n'a pas encore trouvé les moyens d'éradiquer le corona virus, les moyens d'atténuer ses dégâts sur les populations existent néanmoins. Mais force est de constater que, par exemple, dans les pays riches, les hôpitaux publics, à force de subir depuis des années des coupes budgétaires tant au niveau du matériel que du personnel soignant, ont eu énormément de mal à faire face à l'afflux massif de malades. Les simples masques de protection et les sur-blouses pour le personnel soignant ont fait défaut. Il en a été de même pour les appareils servant à oxygéner artificiellement les malades atteint de Covid-19.

S'il y a eu autant de morts dans un pays riche comme la France, c'est surtout à cause de l'irresponsabilité des gouvernements depuis plusieurs dizaines d'années ! Ils ont fait le choix de distribuer des milliards aux capitalistes sous

formes de subventions directes et indirectes en faisant des coupes dans les budgets des secteurs utiles à la population. C'est ainsi que les hôpitaux publics, entre autres, ont été progressivement délaissés. Les salariés ont fait plusieurs grèves et ont manifesté des dizaines de fois dans la rue pour dénoncer la politique criminelle des gouvernements successifs. Ils n'ont eu comme réponse que du mépris et des mensonges. L'arrivée du corona virus a mis le projecteur sur cette triste réalité !

Dans la plupart des pays africains, l'épidémie de covid-19 n'en est qu'à ses débuts mais les experts mondiaux de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) annoncent une catastrophe de grande ampleur car les infrastructures de santé publique y sont encore plus insuffisantes en qualité et en quantité. La pauvreté aggravera encore plus les effets de l'épidémie.

Le ralentissement de l'activité économique provoque déjà une augmentation du nombre de gens sans source de revenu. Ceux qui se débrouillaient pour survivre en faisant du petit commerce sur les trottoirs ou dans de minuscules gargotes, le peuvent de moins en moins ou plus du tout à cause du couvre-feu et des restrictions de confinement. Trouver chaque jour quelque chose pour nourrir sa famille est devenu un problème de plus en plus difficile à surmonter pour un nombre grandissant de personnes. Cela ne peut pas durer !

Tôt ou tard il y aura des explosions de colère, des émeutes de la faim. Mais les dirigeants de nos pays sont plus préoccupés par la survie de leur régime et de leurs privilèges que par celle de leurs populations. Les distributions de denrées alimentaires et les quelques aides symboliques aux plus démunis sont dérisoires par rapport aux besoins urgents de la population.

C'est la peur de ces éventuelles explosions qui pousse les gouvernements africains à décréter «l'état d'urgence sanitaire» et surtout des couvre-feux. Le déploiement massif des forces de l'ordre dans les quartiers populaires et dans les centres-villes illustre cette peur d'une éventuelle révolte populaire.

Il faut espérer qu'en cette période cruciale pour l'avenir de toute l'humanité, naisse et grandisse parmi les travailleurs, en Afrique comme ailleurs, la conscience de la nécessité vitale de combattre le capitalisme et d'en finir avec ce système qui mène toute l'humanité dans le précipice.

Sénégal

LUTTE CONTRE LE CORONA VIRUS ET BUSINESS FONT BON MÉNAGE

Le 23 mars dernier le président sénégalais Macky Sall annonçait à la télévision la création d'un «fonds de riposte» de 1 000 milliards de francs CFA (environ 1,5 milliard d'euros) alimenté par l'État, et «toutes les bonnes volontés».

Sur cette enveloppe, 69 milliards de francs CFA (environ 105 millions d'euros) seront parait-il dédiés à « l'aide alimentaire d'urgence ». Mais à y voir de plus près, cette caisse servira aussi à alimenter les comptes en banque des hommes d'affaires proches du clan présidentiel.

La presse sénégalaise a révélé le nom de deux principaux bénéficiaires de contrats juteux. Il s'agit de l'homme d'affaires libanais, Rayan Hachem et de Demba Diop Sy, un homme d'affaires sénégalais qui est en même temps député appartenant au parti de l'actuel président.

Le premier a obtenu par l'intermédiaire de deux entreprises lui appartenant deux contrats d'un montant total estimé à plus de 18 milliards de FCFA pour l'importation de denrées, principalement du riz. Quant au second qui possède une société de

transport de marchandises, il s'est vu attribuer un juteux contrat pour l'acheminement d'environ 145 000 tonnes de riz et autres denrées alimentaires à différents endroits du pays.

Les médias proches de l'opposition ont dénoncé le favoritisme et le clientélisme du pouvoir. Certains ont parlé de «Cororna-gate», d'autres, de «corona-business» ou de «marché frauduleux».

Devant ce tollé médiatico-politique, Macky Sall a annoncé la création d'un «comité de pilotage» pour s'assurer que les fonds destinés à l'aide alimentaire d'urgence soient utilisés dans la «transparence». Une manière comme une autre de noyer le poison derrière un écran de fumée ?

Sénégal

HISSÈNE HABRÉ PEUT DIRE MERCI AU CORONA VIRUS … ET À MACKY SALL

Le 6 avril dernier, Hissène Habré, ancien dictateur tchadien qui purge actuellement une peine de prison à Dakar, a bénéficié de la clémence du président sénégalais Macky Sall. Celui-ci a «suspendu» sa peine de prison et l'a remplacée par une simple mise en «résidence surveillée». Du coup, Habré est parti vivre tranquillement dans sa résidence privée de Ouakam à Dakar.

Le prétexte trouvé pour le libérer est qu'à l'âge de 77 ans, il serait trop fragile pour supporter une éventuelle contamination par le corona virus dans sa cellule. Lui qui bénéficiait déjà de conditions particulièrement privilégiées en prison (cellule personnalisée, accès au système de santé et autres avantages réservés aux «hautes personnalités») avait certainement moins à craindre de la contamination que bien d'autres détenus «ordinaires» qui, eux, continuent de croupir en prison.

Une manifestation du Collectif des victimes de Habré

Alerté par cette libération en catimini sous un prétexte qui ne tient pas debout, le Collectif des victimes de la dictature de Habré a vivement protesté. Après quoi les autorités sénégalaises se sont empressées de dire qu'au bout de 60 jours, Habré devra retourner en prison. Certaines questions se posent sur le geste de Macky Sall en faveur de Habré. Ya-t-il eu du marchandage ? De quelle nature ?

Rappelons que cet ancien tortionnaire a été condamné à perpétuité en 2017 à Dakar pour «crimes de guerre et crimes contre l'humanité» commis par son régime entre 1982 et 1990. En outre, le tribunal a exigé le payement de 82 milliards 290 millions de francs CFA (environ 125 millions d'euros) à titre de dommages que Hissène Habré devra verser à ses victimes ayant survécu ou à leurs familles.

Mais trois ans après le jugement, ceux-ci attendent toujours. Entre temps, 125 des plaignants sont décédés sans avoir touché un centime.

Voilà pourquoi les survivants du Collectif des victimes alertent les médias pour qu'on ne les oublie pas et pour que le président du Sénégal ne profite pas du contexte de la pandémie pour le libérer définitivement.

QUAND LE POUVOIR FAIT SEMBLANT DE S'ÉMOUVOIR SUR LE SORT DES PLUS PAUVRES

Suite à la pandémie du corona virus, le président malien a annoncé à la télévision un certain nombre de mesures sociales à destination des familles maliennes en détresse.

Sur les 500 milliards de francs Cfa que l'État va injecter pour «financer des mesures sociales», 100 milliards seront dépensés, dit-il, « *pour les familles les plus vulnérables à l'échelle des 703 communes du Mali* ». Ce fonds sera, selon lui, « *géré de manière collégiale et transparente, avec l'administration publique, les chefs de villages et de quartiers, les organisations citoyennes, les autorités morales désignées par les bénéficiaires eux-mêmes* ».

On peut être à peu près sûr que la grande partie de ce fond n'ira pas aux familles en détresse mais dans la poche des margoulins qui ne manqueront pas une telle occasion pour se faire l'argent facile sur le dos des plus pauvres.

Parmi les mesures annoncées, il y a aussi la prise en charge par l'État des factures d'eau et d'électricité des mois d'avril et de mai pour les familles les plus démunies, le versement d'une « *prime spéciale* » pour le personnel de santé et pour les forces de l'ordre.

Le président a en outre déclaré qu'il va renforcer le contrôle des prix par les brigades spéciales. Mais tout le monde sait que ces brigades sont plus intéressées par le racket des petits commerçants que par la lutte contre les fraudes qui se pratiquent au niveau des grossistes et des importateurs bénéficiant de la complicité des services de la douane et de l'appareil d'État.

Ce qui préoccupe le plus le président malien ce n'est pas le sort de la population qui subit de plein fouet les effets de la crise économique mais plutôt ses réactions de colère qui pourraient balayer son régime.

LES PRÉTENDUS SACRIFICES DU PRÉSIDENT ET DE SES MINISTRES

Le 10 avril dernier le président malien a annoncé que par esprit de «solidarité» avec le peuple malien qui souffre en cette période difficile, il renonçait à trois mois de son salaire. Il a par ailleurs décidé que son Premier ministre touchera deux mois de salaire en moins tandis que ses ministres devront renoncer à un mois.

Du coup, les commentaires vont bon train dans la presse locale. Des gens se demandent par exemple quelle somme représente trois mois de salaire présidentiel ? Et le Premier ministre, combien touche-t-il ? Et les ministres ?

Ce qui est sûr c'est que le président et ses ministres ne seront pas sur la paille. Plus que leurs salaires officiels, ce qui leur permet de s'enrichir c'est surtout leur mainmise sur les caisses de l'État. Plus ils sont haut-placés, plus ils amassent de l'argent. Tout cela se fait d'une manière ou d'une autre sur le dos de la population. Alors, qu'ils ne viennent pas pleurnicher sur leurs prétendus sacrifices !

Les prolétaires n'ont pas de patrie

LUTTE CONTRE LE COVID-19
CEUX QUI EN PROFITENT ET CEUX QUI TRINQUENT

Devant la menace de la contagion par le Coronavirus, le Président Ouattara a déclaré que «*tous les ivoiriens sont égaux en soin et en santé*» et qu'il y a une « *union nationale* ». Et à son 1er Ministre Gon Coulibaly d'ajouter : «n*ous tenons le bon bout, avec des plans cohérents et une détermination à toute épreuve* ». Ah, les belles paroles !

Il n'y a pas d'égalité en «*soin et en santé*» qui tienne ! Les pauvres meurent par dizaines de milliers tous les ans, à cause d'un simple paludisme et d'autres maladies bénignes alors qu'ils pourraient être sauvés à peu de frais ! De nombreux travailleurs sont obligés de continuer à se rendre au travail pour ne pas perdre leur salaire alors qu'ils sont malades à en crever ! Un gouvernement qui tolère cela est complice d'un système criminel !

Le pouvoir dans ce pays est entièrement au service de la classe capitaliste et cela ne date pas d'aujourd'hui. Derrière sa façade de «*gouvernement au service de la nation*», sa principale fonction consiste à permettre aux capitalistes de piller et d'exploiter les travailleurs et les petits paysans jusqu'à l'extrême limite physique. Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui sont trop occupés à engraisser les riches et à s'engraisser eux-mêmes pour avoir des états d'âme sur les conditions d'existence des travailleurs et de leurs familles. Les profits capitalistes passent avant tout ! Les beaux discours démagogiques des tenants du pouvoir servent à masquer cette réalité-là.

Du président aux ministres en passant par les députés et autres personnes du même monde des nantis, on les a vus défiler dans les quartiers, pour faire des dons de riz, d'huile ou autres à grands coups de publicité. Des dirigeants du groupe Bouygues et de sa filiale de construction SÉTAO, ont annoncé devant les caméras qu'ils offraient 600 000 malheureux masques. Ceux de Cie-Sodéci, Gandour, Sivop, Setaci ont aussi fait quelques dons symboliques pendant qu'ils surexploitent des travailleurs dont la plupart sont souvent des journaliers mal payés et corvéables à merci. Il y a de quoi être écœuré devant tant d'hypocrisies et de cynisme !

Dominique Ouattara offrant des dons au nom de sa fondation

Pour faire face au Covid-19, l'État a dit qu'il mettra 1700 milliards sur la table, dont 530 milliards décaissés par le FMI. Un fonds de 250 milliards ira directement dans les caisses de grandes entreprises et de PME. Ce qui a fait évidemment dire au président du patronat : «*nous sommes très heureux et fiers de l'attention que le gouvernement accorde au secteur privé en cette période de difficile crise sanitaire*». Eh oui, même en «*période difficile*», il y a toujours à boire et à manger pour tous ceux-là !

Aujourd'hui par exemple, la construction de structures destinées à faire des centres de dépistage ou d'accueil de malades du Covid-19, est du pain béni pour les entreprises comme PFO, SÉTAO. Elles ont trouvé là une opportunité pour améliorer leurs profits au détriment des travailleurs qu'elles exploitent jours et nuits ! Il en va de même pour les Gandour et autres Sivop qui produisent du gel hydroalcoolique ou du savon liquide en surexploitant les travailleurs. Il y a aussi les entreprises de négoce, proches du pouvoir en place, qui fourniront

les masques, les seaux, les lits et les tables pour équiper toutes ces structures. Elles s'en mettront toutes plein les coffres !

Mais qui remboursera ensuite tous ces milliards dilapidés au profit des capitalistes de grandes entreprises ? Eh bien se sera encore aux travailleurs que les gouvernements qui se succèderont au pouvoir adresseront demain la note.

Déjà, à Darling, une entreprise de fabrication de mèches de cheveux, certains travailleurs se sont retrouvés au chômage durant une vingtaine de jours sans aucune indemnité parce que les tresses de cheveux ne se vendent plus. D'autres sont toujours au chômage. Alors, où est donc passé cette fameuse «*solidarité nationale*» ? Demain, ce sont d'autres travailleurs qui risquent d'être jetés dehors comme des malpropres, sans aucune indemnité quand les capitalistes estimeront que leurs affaires ne marchent plus à cause ou pas du Covid-19.

Aux travailleurs d'être sur leur garde ! Ce n'est pas à eux de faire les frais, quelles que soient les raisons avancées ! C'est aux capitalistes de payer la note avec les bénéfices qu'ils ont accumulés durant les années antérieures ! Mais une telle mesure, les travailleurs ne peuvent pas l'attendre du gouvernement car il est là pour servir la soupe aux riches!

ÉCHOS D'ENTREPRISES

SIVOP : IL N'Y A PAS PLUS AVEUGLE QUE CELUI QUI REFUSE DE VOIR

Le ministre du Commerce a fait récemment une visite à Sivop, (Société ivoirienne de parfumerie) située dans la zone industrielle de Yopougon. Cette entreprise est en pointe dans la fabrication des gels hydro-alcooliques, produit très demandé en cette période de lutte contre la propagation du corona virus. C'est sans doute ce qui justifie la visite de ce ministre.

Pour la circonstance, la télévision nationale était présente et a montré des ouvriers à la tâche à l'intérieur de l'usine. Devant les caméras, ce ministre a dit être satisfait des conditions de travail et du respect des mesures barrière, etc.

Il n'y a pas de quoi être étonné d'entendre ce genre de paroles dans la bouche d'un serviteur du patronat. Les gens de son espèce feignent de ne pas voir les piteuses conditions de travail de la classe ouvrière.

Dans cette entreprise, la majorité des travailleurs sont des journaliers. Pour eux, il n'y a ni tenue de travail en bonne et due forme, ni chaussures de sécurité, ni déclaration à la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale), ni même un simple bulletin de paie. Dans ces conditions, être satisfait des conditions de travail relève d'un véritable cynisme.

Il aurait suffi de jeter un coup d'œil aux vestiaires par exemple pour se rendre compte que rien n'est fait pour respecter le mètre de distance minimum entre les gens. Les toilettes ne sont pas nettoyées comme il se doit et constituent un véritable nid d'infection pour toutes sortes de maladies. Et les transports en commun que la plupart des travailleurs empruntent pour se rendre au boulot, respectent-ils les mesures barrières ? Et les apatams dans lesquels les travailleurs vont se restaurer, car il n'y a pas de cantines dans les usines ? Les travailleurs risquent leur santé et leur vie chaque jour pour suer du profit pour le patronat.

Les cache-nez qu'on a vus sur le visage des travailleurs ont été distribués pour la circonstance. C'est le plus souvent à la veille des visites officielles que ces patrons donnent le minimum pour que les travailleurs soient un peu présentables. Certains ont été confinés dans un coin pour qu'on ne les voie pas, d'autres ont été priés de rester

chez eux ; l'usine est nettoyée, etc. Après ce cinéma, tout reprend comme avant.

Il y a un dicton qui dit que l'étranger a de grands yeux mais ne voit rien. Mais dans le cas présent, on a affaire à un étranger qui ne veut manifestement rien voir.

Côte d'Ivoire

ÉCHOS D'ENTREPRISES

DARLING : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE FAIRE LES FRAIS DU CORONAVIRUS !

Darling est une entreprise qui fabrique des mèches de cheveux artificiels situé dans la zone industrielle de Yopougon Elle emploie plusieurs centaines de salariés. Plusieurs d'entre eux ont été renvoyés jusqu'à nouvel ordre après la reprise du 20 avril dernier. La direction a sélectionné ceux qui avaient des maladies comme le diabète, l'hypertension, des maux de reins, etc. et a annoncé qu'ils doivent rester en confinement chez eux jusqu'à la fin de l'épidémie car leur maladie les rendent vulnérables.

Elle présente cela comme une mesure pour protéger les travailleurs, sauf que ceux-ci sont renvoyés chez eux sans aucune mesure d'accompagnement. Ils doivent se confiner le ventre creux !

Le patron profite ainsi de l'épidémie de coronavirus pour se débarrasser des ouvriers malades sans débourser le moindre sou. Tous les prétextes sont bons pour enfoncer toujours plus les travailleurs. C'est révoltant !

ÉCHOS DE QUARTIERS

ABOBO SAGBÉ : PÉNURIE D'EAU INACCEPTABLE

En pleine épidémie de coronavirus, le quartier Abobo Sagbé subit une pénurie d'eau potable. Alors que les autorités de ce pays recommandent fortement le lavage régulier des mains, le respect des mesures d'hygiène, ils laissent tout un quartier sans eau courante.

Les habitants de ce quartier vivent ce calvaire depuis plusieurs mois mais en cette période de crise sanitaire aigüe cela devient encore plus criant. Sous prétexte de lutte contre la fraude, la Sodeci, entreprise de gestion de l'eau, mène la bagarre contre les points d'eau où les habitants s'approvisionnent habituellement. Résultat, le prix du bidon d'eau de 25 litres a doublé, en passant de 25 à 50 F. Ceux qui sont éloignés n'ont d'autre choix que d'avoir recours aux pousse-pousse. Le prix du chargement de 10 bidons est passé de 1000 à 1500 F. Dans ces conditions, comment pratiquer convenablement l'hygiène nécessaire face à l'épidémie ?

Les autorités sont plus promptes à pondre des discours pompeux que de résoudre réellement les problèmes des habitants.

INSÉCURITÉ GRANDISSANTE EN PLEIN COUVRE-FEU

Le niveau d'insécurité a bondi dans les quartiers populaires depuis l'instauration du couvre-feu de 21h à 5h du matin, depuis environ un mois. Pour ne pas se faire surprendre, les gens s'empressent de rentrer chez eux. C'est le moment que choisissent les agresseurs pour opérer. Ils agressent les passants, cassent les commerces et braquent

des domiciles sans que les forces de l'ordre sensées patrouiller n'interviennent.

À Gesco, un gérant de cabine a été agressé et poignardé au niveau du supermarché Cash-Ivoire. Conduit d'urgence au Chu de Treichville, il a succombé à ses blessures. La semaine dernière, un magasin de vente de bouteilles de gaz a été vandalisé et près de 200 bouteilles de gaz ont été volées.

Abobo n'est pas en reste. À Akéikoi par exemple, il y a eu plusieurs attaques de «microbes» (bandes de jeunes qui attaquent à l'aide d'armes blanches). Un jeune homme a eu le bras coupé par un coup de machette. Des attaques de cours communes sont monnaie courante.

La presse fait état chaque jour de la multiplication de braquages de domiciles en plein couvre-feu, c'est-à-dire au moment où les forces de l'ordre sont les seules à être dehors. Les réseaux sociaux sont pleins d'images montrant la bestialité de ces dernières sur des gens qui auraient violé le couvre-feu. Pendant ce temps, des malfrats sévissent sans être inquiétés.

Patrouille de gendarmes durant le couvre-feu à Abidjan. Les violences sont monnaie courante.

De plus en plus de gens commencent à soupçonner la complicité des forces de l'ordre et des bandits. Comment s'en étonner?

Côte d'Ivoire

TRANSPORTS EN COMMUN : CE N'EST PAS RASSURANT !

Attente devant un arrêt de transport en commun

À Grand-Bassam, quatre chauffeurs ont été interdits de rouler pendant trois mois sur toute l'étendue du territoire parce qu'ils ne portaient pas de masques et ne respectaient pas le nombre de passagers requis. Une autre fois, sur l'autoroute, en allant à Port-Bouët, ce sont les passagers en surplus ou sans cache-nez, qui ont été obligés de descendre des véhicules en commun.

Le gouvernement a décidé que le nombre de passagers soit réduit dans les transports publics et le port du masque obligatoire. La réalité est tout autre. Les passagers sont souvent côte à côte et sans cache-nez et quand l'un se plaint, on lui répond qu'il peut descendre. N'ayant pas le choix, il reste.

Les transports en commun sont un vecteur important de propagation du virus. Distribuer gratuitement des cache-nez à toute la population, c'est possible. Réduire le nombre de passagers, préconiser le masque, c'est bien. Encore faut-il que les autorités appliquent réellement ces mesures avant que ce ne soit trop tard.

Côte d'Ivoire

Un lecteur nous écrit

Le couvre-feu a été instauré à partir du 23 mars à Abidjan et à l'ensemble du pays. Ce jour-là, j'ai été surpris de voir des barrages à chaque accès de mon quartier. Des jeunes avaient pris l'initiative d'y installer des seaux d'eau avec robinet et du savon. Ils exigeaient le lavage obligatoire des mains pour accéder au quartier. La plupart des personnes s'y soumettaient mais quelques uns refusaient malgré les explications. Mais tous finissaient par se laver les mains car c'était là le seul moyen pour franchir le barrage.

Cela a duré moins d'une semaine et les ardeurs sont tombées. Aujourd'hui, les barrages n'existent plus et il n'y plus de jeunes non plus pour faire la police. Mais de temps en temps, les seaux d'eau et pots de savon liquide réapparaissent aux points d'entrée pour nous rappeler le lavage des mains.

Madagascar

LES CLASSES PAUVRES CONFRONTÉES À L'ÉPIDÉMIE

En ce moment, c'est la commercialisation de Covid organics ou CVO, une décoction à base de plantes issue de la médecine traditionnelle, qui fait à juste raison, polémique à Madagascar.

Le président prétend que sa décoction peut guérir du corona virus, sans l'approbation d'un organisme international mais juste celle de l'IMRA (Institut Malgache de Recherche Appliquée). Il oblige la majorité de la population à boire cette tisane. Les élèves ne peuvent pas reprendre les bancs de l'école sans l'avoir bue.

Aujourd'hui, l'opinion publique est divisée. Il y a les personnes qui sont convaincues que le président a raison, donc acceptent aveuglement ses propos. Elles pensent que c'est le médicament ultime qui va sauver le monde. D'autres personnes affirment que c'est juste un gros coup de communication, que le président a des parts dans la vente du produit.

Lorsque les gens vont comprendre que ce n'est qu'une tisane avec juste quelques éventuels petits bienfaits secondaires, les fabricants auront déjà écoulé énormément de CVO et réalisé des profits substantiels.

Une des molécules contenues dans ce breuvage est extraite d'une plante appelée Artémésia. Elle a été introduite à Madagascar vers 1995 pour faire des médicaments contre le paludisme.

Le président malgache fait la publicité de son «remède» contre le coronavirus

Il y a certainement des cas de covid-19 dans le pays (pratiquement une centaine selon certaines estimations) mais personne ne peut vraiment être sûr qu'il s'agit de cette maladie ou d'une autre, tellement le système de santé est délabré et que dans les classes pauvres, au premier rang desquelles il y a les travailleurs des usines et des mines, on meurt de toutes sortes de maladies liées à la férocité de l'exploitation capitaliste.

Le gouvernement joue avec la peur de la population pauvre en quelque sorte pour la tenir en otage avec la consommation de ce CVO. C'est devenu un genre de chantage : « Buvez la CVO et on mettra définitivement fin au confinement ». Les tenants du pouvoir jouent avec la sueur et le sang des exploités mais cela ne durera pas éternellement.

Madagascar

DES ENFANTS DOUBLEMENT VICTIMES DE LA MISÈRE

D'après l'Unicef 1052 enfants sont en détention à Madagascar.

En temps « normal » les conditions d'incarcération au niveau de l'infrastructure, de l'hygiène et de l'alimentation sont déplorables et ces centres sont en surpopulation.

Avec l'épidémie du coronavirus qui sévit aussi dans la grande île, les risques de propagation du Covid-19 sont évidemment très élevés et les soins sont quasi nuls.

Selon l'Unicef la meilleure manière d'éviter un drame serait que ces enfants qui sont plus victimes que coupables, recouvrent leur liberté. Mais qui les soignera ? Dans un pays où la misère héritée du colonialisme est perpétuée par une classe politique corrompue, c'est toute la population qui est sans cesse au bord du gouffre.

La crise sanitaire provoquée par le coronavirus met en évidence l'urgence d'un changement révolutionnaire de la société, partout dans le monde.

France

RISQUE AGGRAVÉ DE CONTAMINATION DANS LES FOYERS DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

La situation sanitaire des travailleurs immigrés résidents dans les foyers de la région parisienne est particulièrement préoccupante du fait que l'entassement dans un espace restreint augmente les risques de propagation du corona virus. «Ce sont, après les Ehpad, (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) les principales collectivités fragiles» reconnait un responsable de l'ARS (Agence Régionale de Santé).

Selon une information publiée le 11 avril dernier, le préfet de la région Île de France déclare que «*sur 90 000 résidents dans les 300 structures collectives et centres d'hébergement de la région, seuls 737 cas suspects ou avérés ont été recensés*». Il n'a pas fait mention du nombre de morts du Covid-19 alors que l'Agence régionale de santé en a recensé «au moins une dizaine».

Les chiffres officiels de la préfecture sont bien en dessous de la réalité car nombreux sont ceux qui n'osent pas aller à l'hôpital parce qu'ils sont en situation irrégulière et de ce fait, ils craignent de se faire arrêter puis expulser. Alors, ils préfèrent ne rien dire et attendre jusqu'au dernier moment pour se faire soigner.

Il existe des foyers où la concentration de résidents est telle que certains les qualifient de « *bombes sanitaires* ». C'est le cas notamment d'un « foyer-hangar » à Montreuil, où vivent 270 travailleurs, entassés dans un dortoir contenant 110 lits superposés et placés côte à côte. Ils ne disposent que de cinq toilettes et d'une douche. Autant dire que s'il y a un seul cas de Covid-19 il risque de contaminer de très nombreuses personnes à une vitesse ultra rapide.

Dans le foyer de la rue de Bellièvre (13ème arrondissement de Paris), un certain nombre de travailleurs se plaignaient d'avoir des symptômes de grippe mais fort heureusement on n'a eu à déplorer aucun décès. La société gérant ce foyer a fait venir un médecin pour diagnostiquer quelques cas de malades. Il en a conclu que personne n'est atteint du Covid-19. Les résidents sont contents de cette nouvelle mais ils ne sont pour autant pas très rassurés car ils savent que les conditions dans lesquelles ils sont logés, les rendent particulièrement vulnérables.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.